

II. Les enjeux de la présence française dans les océans

1 Des intérêts économiques

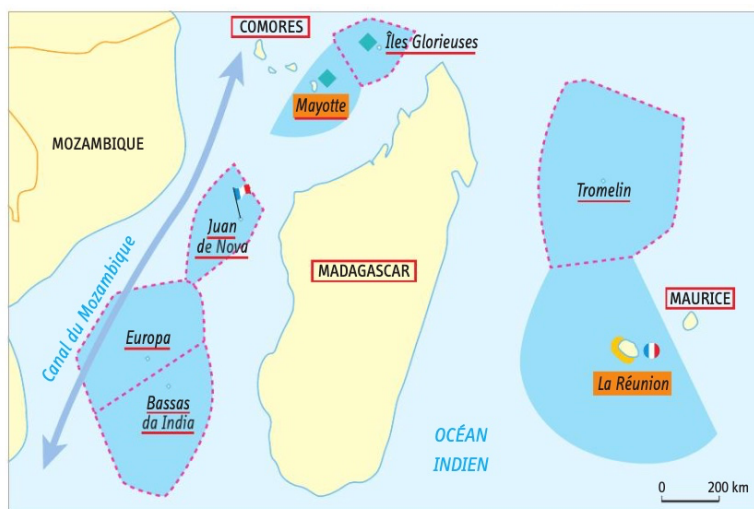
« La France occupe une position de choix dans cette région stratégique, qui voit passer annuellement 30 % du trafic mondial de pétroliers. Grâce aux îles Éparses, l'État détient une ZEE de 636 000 km². Soit une bonne moitié du canal du Mozambique.

Ce dernier possède un énorme potentiel énergétique qui en ferait "une prochaine mer du Nord en puissance", selon un rapport de l'*United States Geological Survey* de 2010. Des entreprises pétrolières françaises prospectent aux alentours des îles Éparses depuis 2008. Et selon les études, l'île Juan de Nova, située presque à mi-chemin entre Madagascar et le Mozambique, pourrait renfermer 6 à 12 milliards de barils de pétrole, l'équivalent de 10 ans de consommation française.

Alors que le ministère français de l'Environnement vient de renouveler les permis d'exploration des entreprises, la présence avérée de pétrole pourrait pousser Madagascar à réactiver un contentieux de souveraineté qui remonte aux années 1970¹. »

D'après A. Barbier, « Le Mozambique, futur allié stratégique de la France dans l'océan Indien ? », *Le Monde*, 30 octobre 2015.

1. Madagascar revendique les îles Europa, Bassas da India et Juan de Nova.



1. Des enjeux de souveraineté et de puissance

- Mayotte** département français
- îles Éparses, district des TAAF (Terres Australes et Antarctiques françaises)
- forces de souveraineté
- détachement militaire
- Tromelin** possession contestée par des pays voisins
- MAURICE** pays contestant la souveraineté française

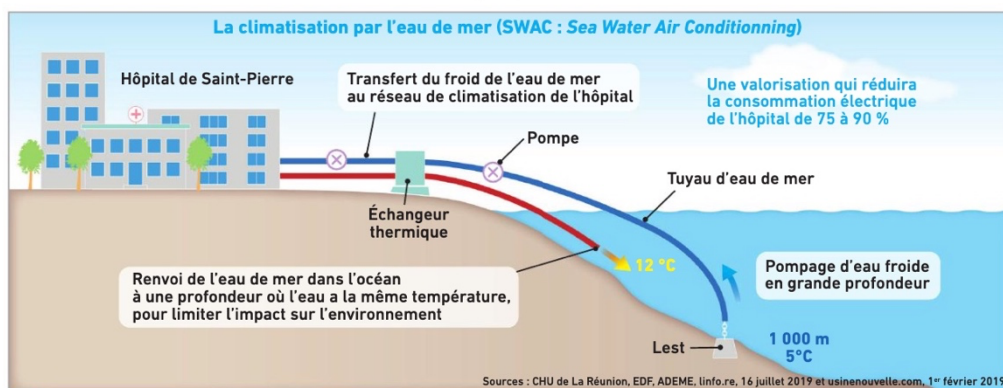
2. Des enjeux économiques

- ZEE française riche en ressources halieutiques et/ou énergétiques
- route maritime

3. Des enjeux environnementaux

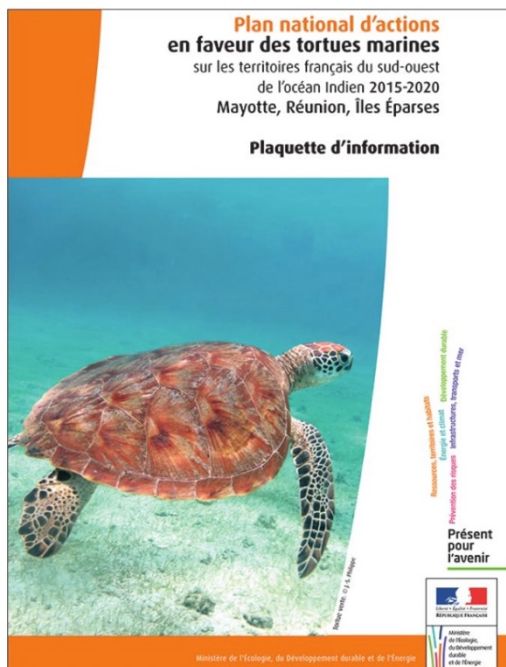
- parc naturel marin (PNM)
- réserve marine

2 Les îles françaises de l'océan Indien



Sources : CHU de La Réunion, EDF, ADEME, info.re, 16 juillet 2019 et usinenouvelle.com, 1^{er} février 2019.

3 La valorisation énergétique de la mer



4 La lutte contre la pêche illégale

« Le patrouilleur des affaires maritimes OSIRIS II est de retour à quai après sa première mission de surveillance d'un mois et demi qui l'a conduit de La Réunion vers les îles australes. [...] Cette première mission a consisté en la recherche d'infractions à la réglementation des pêches. Couplée à une surveillance satellitaire permanente de la zone (photo, radar, balises AIS et VMS), la présence d'un moyen maritime permet de se porter rapidement sur les cibles détectées par satellite pour confirmer ou infirmer la présence d'un navire et procéder à son contrôle.

La patrouille a aussi permis de faire mieux connaître le navire par les personnels scientifiques et techniques sur les districts et notamment son potentiel pour assurer, en complément des missions de surveillance, la réalisation de campagnes scientifiques, [...] par exemple pour soutenir l'effort de recherche pour améliorer la compréhension du rôle des océans dans les évolutions du climat.

De prochaines missions sont d'ores et déjà programmées pour 2020, tant dans les eaux australes que dans les zones tropicales de l'océan Indien, en coopération avec les États voisins, partenaires de la lutte contre les activités de pêche illicites. »

« Lutte contre la pêche illicite », reunion.gouv.fr, 15 novembre 2017, © Dila.

5 La protection des tortues marines

Le Plan national d'actions a pour objectif la conservation de tortues marines menacées par les activités humaines. Les ZEE des îles françaises présentent une grande diversité de milieux et d'habitats favorables au développement des tortues marines.

Questions

Doc. 2 Pourquoi la ZEE française est-elle particulièrement étendue et si dispersée dans cette partie de l’océan Indien ? Quelle est son origine historique ? Par qui et pourquoi est-elle contestée ?

Doc. 1 et 2 Quels sont les enjeux économiques de la présence française dans cette région ? Montrez qu’ils concernent différentes échelles, locale, nationale et internationale.

Doc. 2 et 5 Pourquoi et comment la France développe-t-elle une politique environnementale dans sa ZEE ?

Doc. 4 Quels sont les acteurs de la lutte contre la pêche illégale ? Montrez que cette lutte est un enjeu de développement durable à travers ses trois piliers (économique, social, environnemental) pour la France comme pour les pays voisins.

Doc. 3 Pourquoi une telle valorisation de la mer est-elle importante pour La Réunion ? Pensez à son climat, à sa localisation et à leurs conséquences en matière d’approvisionnement énergétique.

II. Les enjeux de la présence française dans les mers et océans

Pourquoi la présence française dans les mers et océans est-elle importante ?

→ Exemple : L'océan indien

A) Des enjeux économiques

La santé de l'économie française repose sur le bon fonctionnement de l'économie maritime. Près de 75% du commerce extérieur du pays emprunte la voie maritime. Les ports occupent une place centrale dans la **sécurité d'approvisionnement** énergétique du pays. Tout blocage des ports entraîne des pénuries, ce qui reflète la dépendance économique du pays à l'égard du commerce maritime.

L'accès aux ressources de la mer est nécessaire à l'économie et à la population. Les ressources halieutiques contribuent à la sécurité alimentaire : chaque Français consomme 35kg de produits de la mer par an. La ZEE française permet d'accéder aux ressources minérales marines, abondantes sur les fonds marins de la Polynésie française, de Clipperton ou des îles éparses. Un accès accru à ces ressources a été rendu possible par **l'extension de la ZEE au plateau continental** en 2015.

La sécurité et l'indépendance énergétiques pourraient être accrues grâce à l'exploitation des ressources énergétiques marines (énergies éolienne offshore, hydrolienne, de la houle et des marées). Enfin, les **biotechnologies bleues** constituent un secteur économique émergent, reposant sur une forte capacité d'innovation : la France est en bonne position aux côtés des États-Unis, de l'Australie, du Japon et du Canada.

B) Des enjeux géostratégiques

Les enjeux économiques déterminent en partie les enjeux géostratégiques. La France s'appuie sur sa puissance navale, sur ses bases navales ultramarines ou non, pour sécuriser ses approvisionnements et lutter contre les entraves à la libre circulation. Cela justifie sa participation à des opérations maritimes communautaires ou internationales visant à lutter contre la piraterie et le terrorisme à proximité des routes maritimes majeures.

La lutte contre la pêche illégale permet de protéger l'accès des pêcheurs français aux ressources de la ZEE, comme au large de la Réunion.

La puissance navale de la France et le maintien de la souveraineté française sur son domaine maritime constituent des enjeux de puissance majeurs. Les droits que lui confère sa ZEE sont les fondements de sa lutte contre les trafics illicites de drogue ou les migrations clandestines. La France souhaite préserver l'intégrité de son domaine maritime face aux revendications des pays voisins (Madagascar, Maurice).

C) Des enjeux environnementaux

La possession du 2e domaine maritime du monde confère des droits mais aussi des responsabilités en matière de préservation des écosystèmes marins, menacés par la pollution et les activités humaines. La protection du milieu marin est au cœur de la politique des **aires marines protégées**. La réglementation, les dispositifs de prévention et de surveillance, les interventions navales contribuent à la lutte contre la pollution et la surpêche.

L'exploitation des ressources marines est nécessaire au développement durable. La promotion des énergies marines permettra au pays de respecter ses engagements en vue d'atteindre 40% d'énergies renouvelables à l'horizon 2030. Celle des biotechnologies bleues contribuera à un développement plus durable, grâce à des bases industrielles reposant sur des ressources renouvelables.

Vocabulaire

Aire marine protégée : espace délimité en mer qui cherche à concilier protection de la nature et développement durable d'activités. Il en existe différentes catégories : parc naturel marin, parc national, réserve naturelle...

Biotechnologies bleues : techniques visant l'exploitation industrielle d'êtres vivants tels que les micro-organismes ou les cellules animales et végétales d'origine marine.

Développement durable : développement qui permet la satisfaction des besoins des générations actuelles sans compromettre celle des générations futures. Il est fondé sur trois piliers : économique, social et environnemental.

Enjeu : littéralement « ce qui est en jeu », donc ce qu'on risque de gagner ou perdre au cours d'une démarche.

Extension de la ZEE au plateau continental : conformément au droit de la mer, les États côtiers peuvent étendre leur ZEE au-delà des 200 milles traditionnels jusqu'à 350 milles marins dans le prolongement géologique du plateau continental. Cette extension ne concerne toutefois que le sol et le sous-sol marin, et non la colonne d'eau.